

Les expériences de diversification des économies rentières : Causes de réussite. (Cas de la Norvège et de la Malaisie) Experiences in the diversification of rentier economies: Causes of success. (The case of Norway and Malaysia)

OUARET Samira

Laboratoire Economie et Développement, Faculté SEGC, Université de Bejaia, Algérie,
samira.ouaret@univ-bejaia.dz

Reçu le: 21/01/2025

Accepté le: 07/04/2025

Résumé :

Plusieurs pays riches en ressources naturelles souffrent de « la malédiction des ressources », Néanmoins, on compte certains pays qui ont pu fructifier leur recettes de ressources naturelles en diversifiant leur économie. La Norvège est souvent considérée comme un modèle de réussite dans la gestion de ces ressources en pétrole et gaz et la Malaisie, pays aussi riche en produits de base, tels que : l'étain, le caoutchouc, l'huile de palme et bien d'autres matières a pu sortir de cette dépendance vis-à-vis de ces ressources. L'objectif de cette étude est d'indiquer les raisons de succès, et les politiques adoptées par les deux pays et permettre aux autres pays tel que l'Algérie d'en tirer des leçons. On a pu déduire que l'hétérogénéité des pays explique une différence des facteurs explicatifs de la réussite et qu'un bon cadre institutionnel et une transparence dans l'application des politiques sont des facteurs indispensables pour faire réussir une diversification économique.

Mots clés : Diversification économique, pays rentier, ressources naturelles, Norvège, Malaisie.

Jel Classification Codes : O1, O5, Q3

Abstract:

Many resource-rich countries suffer from the 'resource curse', but there are some countries have been able to make the most of their natural resource revenues by diversifying their economies. Norway is often cited as a model of success in managing its oil and gas resources, and Malaysia, a country rich in commodities such as tin, rubber, palm oil and many other raw materials, has been able to move away from dependence on these resources. The aim of this study is to identify the reasons for this success and the policies adopted by these two countries so that other countries, such as Algeria, can learn from them. We have been able to conclude that the heterogeneity of the countries explains a difference in the factors that explain success, and that a good institutional framework and transparency in the application of policies are indispensable factors for successful economic diversification.

Key words: Economic diversification, rentier countries, natural resources, Norway, Malaysia.

Jel Classification : O1, O5, Q3

1. INTRODUCTION

Plusieurs pays riches en ressources naturelles souffrent de « la malédiction des ressources », terme utilisé pour la première fois par Richard Auty, et son utilisation s'est répandue par la suite. Il explique la relation négative entre l'abondance et la dépendance d'un pays aux ressources naturelles et son niveau de croissance économique. Sachs et Warner (1995), ont démontré au cours de la période 1971-1989, que les économies dont les ressources naturelles sont abondantes ont tendance à croître moins rapidement que les économies qui manquent de ressources naturelles (Sachs et Warner, 1995, p. 40). Jeffrey Frankel, lui aussi dans ses travaux a remarqué que pendant des décennies, la possession du pétrole ou d'autres gisements de minéraux ne confère pas nécessairement le succès économique. De nombreux pays africains, comme l'Angola, le Nigéria, le Soudan et le Congo, sont riches en pétrole, en diamants ou en minéraux, mais leurs populations continuent d'enregistrer un faible revenu par habitant et une mauvaise qualité de vie. Pendant ce temps, les économies d'Asie de l'Est, du Japon, de la Corée, de Taiwan, de Singapour et de Hong Kong ont atteint le niveau de vie à l'échelle occidentale malgré leur faiblesse en ressources naturelles exportables (Frankel, 2017, p.3).

Il faut rappeler que ces ressources naturelles sont épuisables et non renouvelables. Seul le réinvestissement des recettes nées de la vente de ces dernières pourrait compenser cette perte en richesse et permettre un développement au pays concerné.

La littérature sur la malédiction des ressources naturelles est beaucoup plus riche que celle de leur bénédiction. En effet, les travaux sur les pays riches en ressources naturelles qui ont pu tirer profit de ces dernières sont peu. Plusieurs pays ont pu fructifier leur recettes de ressources naturelles en diversifiant leur économie et échappant ainsi à cette malédiction : La Norvège est souvent considérée comme un modèle de réussite dans la gestion de ces ressources naturelles (le pétrole et le gaz) et la Malaisie, pays aussi riche en minéraux tels que : l'étain, le caoutchouc, l'huile de palme et bien d'autres matières a pu sortir de cette dépendance vis-à-vis des ressources de base. A cet effet nous posons notre problématique de recherche suivante : **Comment la Norvège et la Malaisie ont pu éviter la malédiction des ressources naturelles ?**

De cette question centrale découlent d'autres questions auxiliaires :

- Quelles sont les politiques adoptées par l'Etat de ces deux pays pour permettre la diversification économique ?
- Comment ont évolué les indicateurs macro-économiques dans ces deux pays après la découverte de leurs ressources naturelles ?
- Et comment l'Algérie pourra en tirer des leçons lui permettant de se diversifier à son tour ?

A cet effet, et partant de l'idée avancée par Gelb qui stipule que les exportateurs de ressources naturelles présentent des profils hétérogènes sur de nombreux plans : population, main d'œuvre, compétences, situation géographique, niveaux de revenus, réserves, potentiel de développement d'activités non fondées sur l'exploitation des ressources naturelles et que ces paramètres influencent les priorités et les politiques de diversification du pays concerné (Gelb, 2010, pp.2-3), nous formulons les deux hypothèses suivantes :

-Le fait que la Norvège connaît un développement industriel avant même la découverte du pétrole et du gaz, lui a permis de développer et de diversifier au plus son économie ;

-Quant à la Malaisie, l'implication totale du gouvernement dans l'application des politiques reposant sur une égalité des chances entre les différents groupes sociaux lui a permis une meilleure utilisation des ressources.

L'objectif de cette étude est donc d'indiquer les raisons de succès, et les politiques adoptées par les deux pays étudiés et permettre aux autres pays, dont l'Algérie, d'en tirer des leçons et de savoir les mesures à prendre pour passer de la production de ressources de base à la diversification de l'économie en développant d'autres secteurs à l'instar de l'industrie et l'agriculture, et d'améliorer de ce fait la situation sociale du pays et de permettre une bonne distribution de revenu. Pour répondre à la question centrale et aux questions secondaires, notre méthode d'approche nous amène à étudier dans le cadre d'une approche théorique l'essentiel des causes qui ont permis la diversification économique dans les deux pays étudiés (la Norvège et la Malaisie) et de procéder à une lecture et analyse de graphes et de tableaux. Pour ce faire, notre travail sera structuré en deux sections : la première traite le cas de la Norvège et la deuxième est consacrée à l'expérience malaisienne.

2. L'expérience norvégienne

La prospection pétrolière en Norvège a commencé à la fin des années 60, et la production en 1971. Mais même avant la découverte du pétrole dans la Mer du Nord, l'économie norvégienne était en bonne santé et était déjà une économie industrialisée, avec une population hautement éduquée qui jouissait du plein emploi et d'un niveau de vie élevé. Par conséquent les énormes recettes pétrolières pour la Norvège représentaient un plus à cette économie déjà diversifiée.

Plusieurs facteurs ont permis à ce pays d'échapper à la malédiction des ressources et de tirer profit de cette richesse, nous en citons les facteurs suivants :

2.1 Le cadre institutionnel

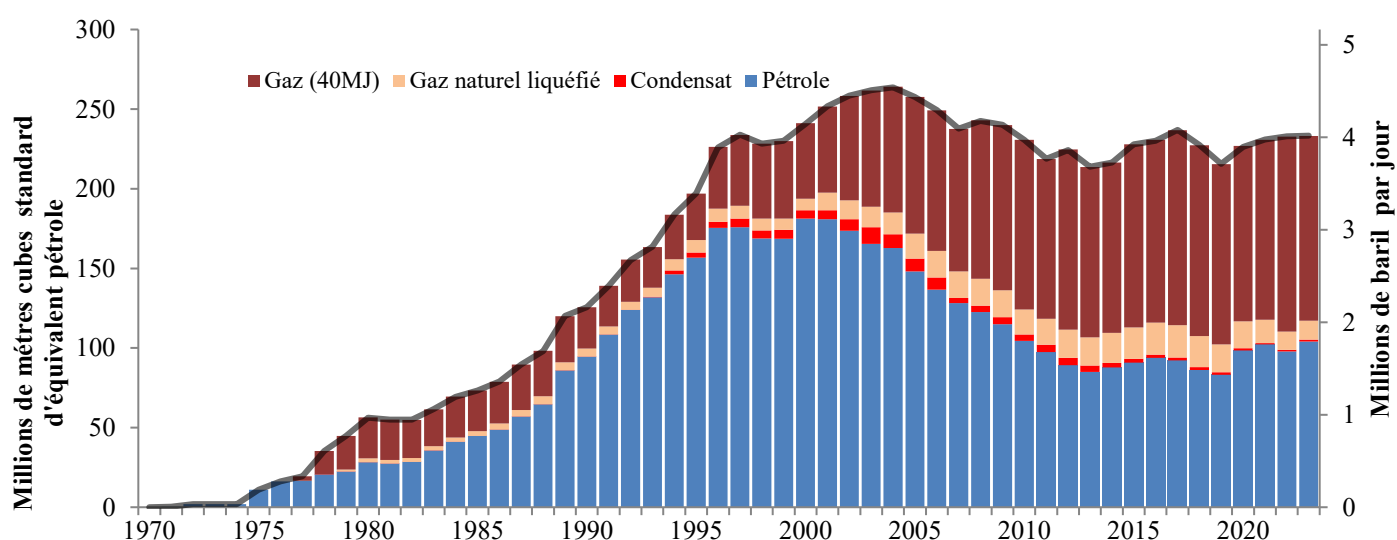
Le gouvernement, bien avant d'entamer la production pétrolière, était conscient des conséquences probables de l'exploration pétrolière, plus précisément, la transmission des ressources financières et humaines des industries traditionnelles aux industries pétrolières ce qui va nuire aux industries traditionnelles qui risquent de perdre leur capacité à résister à la concurrence à la fois nationale et internationale.

Il existe un consensus gouvernemental et parlementaire à travers des discussions et des délibérations approfondies, qui ont duré pendant des années au moment de la découverte du pétrole mené à parvenir à un consensus politique que le pays devrait contrôler la direction et l'élan des opérations pétrolières, soutenir, encourager l'industrie nationale de participer directement aux opérations pétrolières, et faire attention dans l'octroi de privilèges en attendant que le pays soit préparé à cette nouvelle étape d'extraction de pétrole. En outre, il a été politiquement convenu d'utiliser le pétrole comme un moyen de développer de nouvelles industries durables indépendantes des ressources pétrolières. Cette coordination entre le gouvernement norvégien et le parlement a incité les différents ministères et directions de coopérer dans toutes les activités pétrolières (Alameen, 2016, p. 95).

Les autorités ont mis en place une administration et des contrôles pour régir l'activité pétrolière. Dans ce contexte, les compagnies étrangères ont commencé à exercer toutes les activités pétrolières en Norvège. Durant les années 70, la Norvège a créé une compagnie publique (Statoil), tandis que Saga et Norsk Hydro, deux sociétés privées norvégiennes, se sont lancées dans les activités pétrolières, ce qui a permis à la Norvège de tirer d'importantes recettes du secteur et de développer ses propres compétences et son savoir-faire technologique. Le modèle de gestion de la ressource repose sur deux principes : **prévisibilité et transparence**, où toutes les compagnies pétrolières sont responsables du déroulement des activités pétrolières dans un cadre concurrentiel et coopératif. Les autorités attribuent les licences de production à un groupe de compagnies et non à une seule société. Les critères de sélection sont les connaissances géologiques, l'expertise technique, la solidité financière et l'expérience de l'entreprise. À partir des demandes, le ministère du Pétrole et de l'Énergie forme un groupe de détenteurs de permis au sein duquel les entreprises doivent échanger des idées et des expériences et partager le coût et les recettes liés aux permis de production. Les conditions de licence des compagnies pétrolières internationales rendent obligatoire le transfert de technologie et des compétences aux sociétés norvégiennes. Quant aux méga projets où il est question d'intérêt public majeur, ils doivent être examinés et approuvés par le Parlement (OCDE, 2007, p.43 ; Noreng, 2004 ; Alameen, 2016, p.97). Tout cela a permis à la Norvège de créer une industrie pétrolière moderne à un niveau hautement international. Cette transparence aussi a permis de limiter les conflits de recherche et de distribution de la rente pétrolière.

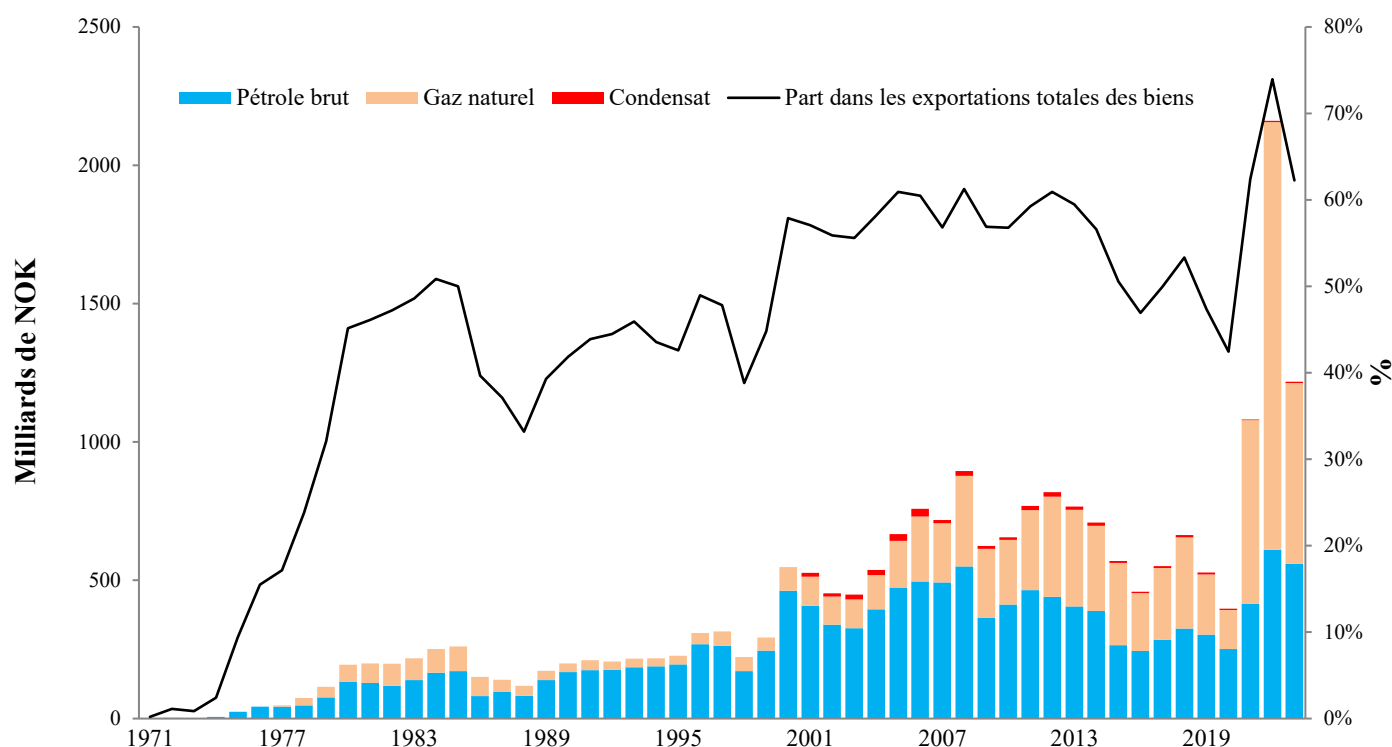
Ci-après, deux figures représentant l'évolution de la production et de l'exportation des hydrocarbures norvégiens durant la période allant des années 70 à l'année 2023.

Figure N° 1. L'évolution de la production des hydrocarbures au Norvège [1970-2023], (en Millions Sm³ o.e)



<https://www.norskipetroleum.no/en/production-and-exports/production-forecasts/>. Consulté le 25/06/2024.

Figure N° 2. L'évolution des exportations des hydrocarbures au Norvège [1971-2023], (en milliards de NOK)



<https://www.norskipetroleum.no/en/production-and-exports/exports-of-oil-and-gas/>. Consulté le 25/06/2024.

Des deux figures 1 et 2, on remarque une évolution remarquable de la production et de l'exportation des hydrocarbures au Norvège durant la période de [1970-2023]. La Norvège est un petit producteur sur le marché mondial du brut avec une production représentant environ 2% de la demande mondiale. Cette production n'excédait pas les 50 millions de mètre cube standard d'équivalent pétrole (millions Sm^3 o.e) durant les années 70. Cette production en 2023 est de 233,22 millions Sm^3 o.e. Bien que remarquable elle reste un peu loin de son pic qu'elle a connu en 2004 et qui était de l'ordre de 264,19 millions Sm^3 o.e.

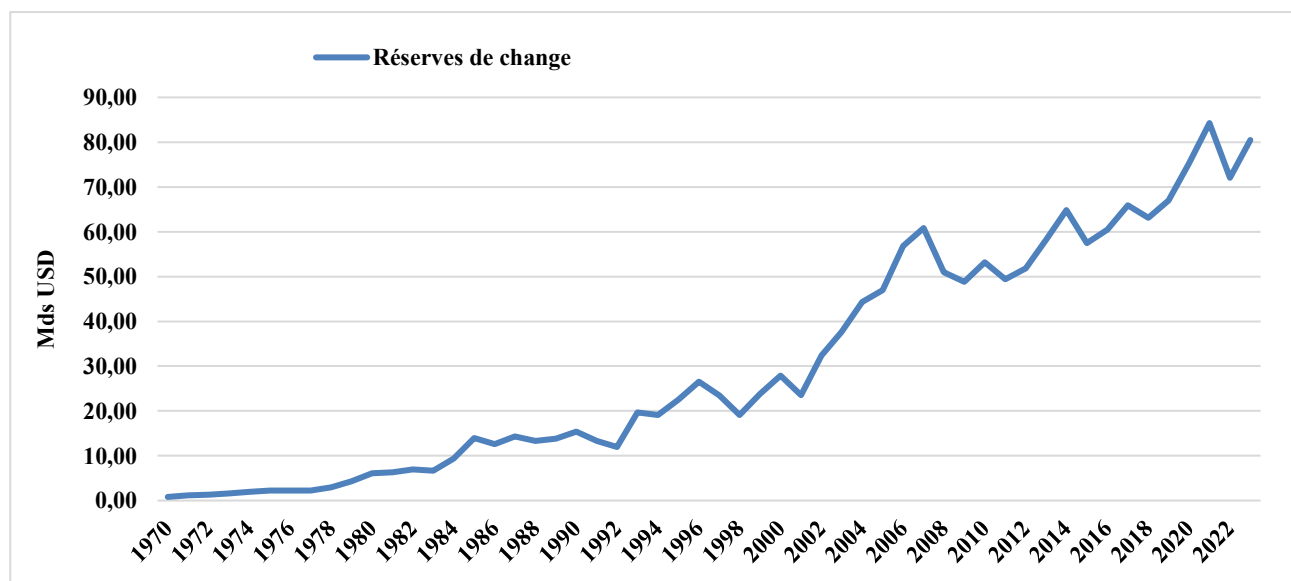
En ce qui est des produits, le gaz naturel qui ne représentait qu'un quart de la production totale des hydrocarbures. Ces dernières années il représente le bien le plus produit de la Norvège avec 127,95 millions Sm^3 o.e en 2023 contre 104,13 millions Sm^3 o.e pour le pétrole brut, c'est à dire un peu plus de 50% de la production totale d'équivalent pétrole. Cela est dû, en partie, à la demande constamment élevée de gaz d'Europe.

Quant aux exportations des hydrocarbures, la Norvège est le quatrième plus grand exportateur de gaz naturel au monde et fournit environ 30% de la demande de gaz de l'Union Européenne. Presque tout le pétrole et le gaz produits sur le plateau norvégien sont exportés. Le pétrole et le gaz représentent plus de la moitié de la valeur totale des exportations norvégiennes de biens. Cela fait du pétrole et du gaz les principaux produits d'exportation de l'économie norvégienne. La valeur totale des exportations de pétrole brut, de gaz naturel, du gaz naturel liquéfié et de condensat s'élevait à 1218 milliards de couronne norvégienne (NOK) en 2023, soit environ 62% de la valeur totale des exportations norvégiennes de biens. Alors que durant les années 70, cette part ne représentait que moins de 20% des exportations totales des biens.

2.2 La création d'un Fonds Souverain

L'expérience de la Norvège s'est caractérisée aussi par la création d'un fonds souverain, appelé le « Government Pension Fund Global,». Il fut créé en 2006 et a succédé au *Government Petroleum Fund* qui a vu le jour en 1990, suite à un débat approfondi et démocratique au niveau du parlement norvégien ; après la découverte du pétrole et de gaz dans la zone norvégienne de la Mer du Nord ; sur la manière dont le gouvernement doit gérer les ressources provenant du pétrole et de gaz et d'éviter ainsi la « malédiction des ressources naturelles » (Chevalier, 2009, p. 23). Ce fonds est à la fois un fonds de stabilisation et d'épargne. Son actif est d'environ 1 667 milliards de dollars américains (Mds USD) en 2024 (NBIM, 2025). Le Fonds est largement reconnu comme le fonds le plus transparent dans le monde, il fournit régulièrement des rapports sur ses opérations d'investissements qui sont soumis à des audits externes (Maire et al, 2021, p.3). La gestion opérationnelle de ce fonds est assurée par la Banque Centrale de Norvège et le ministère des finances est le propriétaire de fonds qui contrôle ses résultats financiers et qui est officiellement responsable de sa gestion (Norges Bank Investment Management, 2023, p.2). A son origine, le portefeuille de ce fonds était composé spécialement d'obligations d'Etat sans risque, puis il s'est élargie aux autres actifs plus risqués dans le but de quête d'un rendement meilleur tels que : les obligations et les actions d'entreprises, les titres hypothécaires et l'immobilier (OUARET, 2023, p.195). Pour que le budget de l'Etat ne soit pas trop dépendant des recettes de ce fonds. Ce dernier ne reverse au budget qu'une quote-part de ses ressources, correspondant à ses bénéfices prévisionnels, d'environ 3% par an et pour les fins de couverture du déficit non pétrolier. De cette façon, seul le rendement du fonds est dépensé, et non le capital du fonds qui est préservé au profit des générations futures (NBIM, 2025). Cette méthode a bien réussi au Norvège, mais n'est pas forcément efficace pour certains pays ayant des besoins importants en termes de développement.

Figure N° 3. Total des réserves de change au Norvège or inclus [1970-2023], (En Mds USD)



Source : Établie par l'auteur sur la base des données du FMI, 2025

Ci-avant, une figure montrant l'accumulation des réserves de change officielles or inclus plus particulièrement durant ces dernières années au Norvège. Le volume de ces dernières s'oscillait

entre les 6 et 15 Mds USD durant les années 80, elles avoisinent les 50 Mds USD durant les années 2000 pour atteindre son maximum en 2021 avec un volume de 84,27 Mds USD.

Ces réserves bien évidemment ont comme origine principale les recettes de la vente des hydrocarbures qui ont été bien gérées jusqu'à aujourd'hui par la Norvège et cela via la création du fonds souverain norvégien cité ci-avant.

2.3 La puissance de contrat social et des normes sociales

Afin d'éviter le transfert de la main d'œuvre d'un secteur à un autre, plus particulièrement du secteur industriel vers le secteur pétrolier, la Norvège, a adopté un système centralisé de négociation et de formation salariale. Il consiste à encourager les parties à la négociation à savoir les syndicats d'employeurs et ceux de travailleurs à tenir compte de l'intérêt de l'économie globale et pas seulement des intérêts particuliers et d'utiliser un organisme neutre pour calculer les hausses de la productivité dans le secteur manufacturier et institutionnaliser ces constatations comme des plafonds des augmentations salariales générales. De ce fait, ce sont les hausses de productivité dans le secteur manufacturier, et non le secteur de l'extraction des ressources ; ce qui est souvent le cas dans les pays riches en ressources ; qui déterminent le plafond des augmentations salariales générales (Alsos et al, 2019, p.356 ; Larsen, 2004, pp.13-15).

D'autres facteurs sont aussi à l'origine de ce succès, tels que l'utilisation des subventions et transferts pour protéger et soutenir certaines industries nationales considérées comme importantes (Larsen, 2003, p.17), une politique d'éducation, de recherche et de développement qui a pour but de canaliser efficacement les ressources vers ces domaines et de stimuler les bourses d'étude à l'étranger et d'accroître les heures de travail dans l'enseignement et la recherche (Larsen , 2004, p.13).

L'économie norvégienne s'est transformée depuis la découverte des gisements sous-marins du pétrole et du gaz économiquement viables à la fin des années 60, ce qui a permis au pays d'avoir une conjoncture économique favorable durant des années et à réaliser toujours une croissance économique qui est de 4,54 % en 2024 et un excédent de balance courante qui s'élève durant la même année à 71,13 Mds USD (voir Tableau N° 1).

Tableau N° 1. Evolution de certains indicateurs macro-économiques au Norvège [1980-2024]

Indicateurs macro-économiques	1980	1990	2000	2010	2020	2024
Produit intérieur brut (PIB), prix constant en %	4,51	1,93	3,32	0,79	-1,28	4,54
PIB par tête, prix contant en USD	15 746,26	28 187,29	38 094,60	87 823,81	68 275,28	90 433,67
Inflation, variation annuelle en %	10,91	4,13	3,08	2,42	1,29	3,26
Chômage, en %	1,65	5,23	3,43	3,79	4,60	4,28
Solde de la balance courante, en Mds USD	1,08	2,59	25,09	50,16	4,05	71,13

Source : Établi par l'auteur sur la base des données du FMI, 2025

La bonne gestion macroéconomique de cette manne pétrolière par le biais du fonds souverain et de la règle budgétaire connexe a contribué aussi au niveau de vie impressionnant qui caractérise la société norvégienne dans son ensemble. Cela peut être présenté par le niveau élevé du PIB par habitant, qui est passé de 15 746,26 USD durant les années 80 à 90 433,67 USD en 2024 et aussi par un taux de chômage faible qui est de 4,28 % en 2024, bien que le taux

a augmenté comparant aux années 2000 et 2010, mais ça reste un taux maîtrisable. Le pays a su aussi maîtriser l'inflation durant plusieurs années, le taux d'inflation est passé de 10,91 % durant les années 80 à un taux de 3,26 % en 2024, un taux d'inflation pas très loin de 2%, qui représente le taux ciblé par la majorité des banques centrales européennes.

3. L'expérience malaisienne

Un autre exemple de réussite de diversification économique est celui de la Malaisie. Bien que différent de la Norvège, ce succès est dû à des facteurs distincts de ceux de la politique norvégienne.

La Malaisie était caractérisée par une forte dépendance aux produits primaires au cours des années précédentes, cela a posé des défis considérables à l'économie malaisienne, notamment en ce qui concerne sa vulnérabilité aux fluctuations des prix des produits de base. En 1970, les produits primaires représentaient 56,2% du PIB (voir Tableau N°2). À partir du début des années 1980, la Malaisie a entrepris une stratégie de diversification économique visant à promouvoir des activités à plus forte valeur ajoutée et à réduire la surconcentration des produits en amont, à savoir le minerai d'étain et le caoutchouc.

Tableau N° 2. Structure de la production malaisienne [1970-2023], (En % de PIB)

Secteur d'activité \ Année	1970	1980	1990	2000	2010	2020	2023*
Secteur primaire	56,2	47,5	38,8	27,7	21	14,4	15,1
Secteur industriel	8,8	12,9	18,9	25,3	23,4	27,2	27,5
Secteur des services	29,2	33,7	36,4	42,1	51,2	58,4	57,4

Source: Economic Planning Unit (Prime Minister's Department). 2016. "The Malaysian Economy in Figures". p. 9 et Ministry of Economy. 2023. "The Malaysian Economy in Figures 2023". p. 9

*: Estimation

Avec le lancement de la politique industrielle nationale et du plan directeur industriel au milieu des années 1980, le gouvernement a mis en œuvre une série de mesures pour promouvoir activement le secteur manufacturier et, par la suite, le secteur des services dans les années 90 (Bank Negara Malaysia, 2013, p.22). Le tableau N°2 nous montre clairement l'importance gagnée par ces deux secteurs au détriment du secteur primaire durant les trois dernières décennies, signe d'une diversification rapide.

Le tableau N°3 nous montre également l'évolution favorable de la situation économique en Malaisie. Le pays connaît toujours une croissance considérable depuis des années, la croissance est de 4,8% en 2024 et une amélioration de son commerce extérieur, en enregistrant un excédent de la balance courante de 11,55 Mds USD durant la même année après les déficits des années 1980 et 1990. Le PIB par tête s'est amélioré d'une manière très spectaculaire, il était de 1 926,96 USD en 1980 et a atteint les 13 142,35 USD en 2024. Le taux de chômage aussi est maîtrisable, il est de 3,53% en 2024. Le pays aussi enregistre des taux d'inflation faibles, ce dernier en 2024 est de 2,8 %.

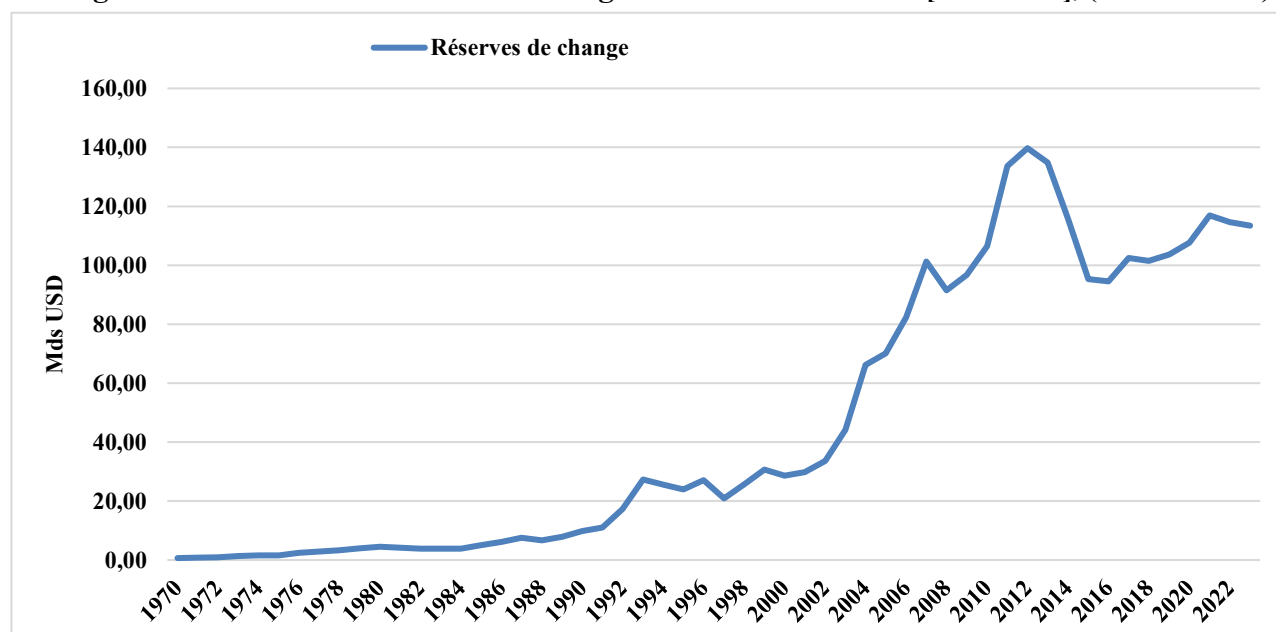
Tableau N° 3. Evolution de certains indicateurs macro-économiques en Malaisie [1980-2024]

Indicateurs macro-économiques	1980	1990	2000	2010	2020	2024
Produit intérieur brut (PIB), prix constant en %	7,44	9,01	8,67	7,53	-5,46	4,80
PIB par tête, prix constant en USD	1 926,96	2 586,28	4 347,73	9 046,98	10 400,22	13 142,35
Inflation, variation annuelle en %	6,72	3,04	1,55	1,72	-1,14	2,80
Chômage, en %	6,1	5,05	3,1	3,3	4,53	3,53
Solde de la balance courante, en Mds USD	-0,27	-0,87	8,49	25,71	14,06	11,55

Source : Établi par l'auteur sur la base des données du FMI, 2025

De l'autre côté, le pays a connu durant les dernières années une accumulation importante des réserves de change or inclus (voire Figure N°4).

Figure N° 4. Total des réserves de change or inclus en Malaisie [1970-2023], (En Mds USD)



Source : Établie par l'auteur sur la base des données du FMI, 2025

Ces réserves, après avoir atteintes leur pic en 2012 avec un volume de 139,73 Mds USD, s'élèvent en 2023 à 113,45 Mds USD. Un volume qui reste toujours considérable et ce qui a permis au gouvernement malaisien de créer à son tour un fonds souverain dénommé « Khazanah Nasional ». Ce dernier a été créé en 1993 et ses actifs sous gestion en 2024 sont de 36,07 Mds USD, un fonds moyennement transparent comparé à celui de la Norvège (SWFI, 2025).

Ce qui a permis cet exploit à la Malaisie, sont les mesures prises par son gouvernement et qui peuvent être résumées comme suit :

3.1. La structure économique de la Malaisie

Historiquement, l'économie malaisienne n'a jamais été tributaire d'une source unique de production économique pour la subsistance. L'économie malaisienne était dominée par les exportations de produits primaires, comme l'étain, le caoutchouc, l'huile de palme et le Cacao. Vers la fin du XIXe siècle, la Malaisie est devenue l'un des plus grands exportateurs de l'étain

au monde. Au début du vingtième siècle, la production d'étain en Malaisie a contribué à plus de la moitié de la production mondiale de l'étain. Actuellement, la Malaisie n'exporte guère son étain ; ce dernier est maintenant utilisé pour les industries nationales de l'électronique et de la ferronnerie. À la fin du vingtième siècle, l'économie malaisienne comptait de plus en plus sur l'industrie pour les rendements économiques. À la fin des années 1960, la fabrication a commencé à émerger comme principale production industrielle de la Malaisie. Le début des années 1970 a également vu la Malaisie cibler agressivement les entreprises manufacturières étrangères quand il a mis en place 5 zones franches d'exportation dans un effort pour réduire les coûts de production et améliorer le réseau de production (Noh, 2013, pp.7-10 ; Jomo et Rock, 1998, pp. 5-7). Les efforts de la Malaisie pour améliorer sa production industrielle ont donné des résultats positifs. La production industrielle de la Malaisie ne représentait que 8,8% du PIB en 1970, en 2023 cette production est estimée à 27,5 % du PIB (voir le Tableau N°2).

C'est au second semestre de 1970 que la production de pétrole a réellement commencé. En 1974, la Malaisie a introduit la loi sur le développement pétrolier qui a donné naissance à Petroluem Nasional Berhad Malaysia ou PETRONAS. En vertu de cette loi, PETRONAS s'est vue confier des droits de garde aux ressources pétrolières de la Malaisie (Noh, 2013, p.10).

Dans un premier temps, la Malaisie a poursuivi une stratégie de développement axée sur la diversification des exportations agricoles afin de stabiliser ses revenus, dont ceux d'exportation. Par la suite, elle s'est développée rapidement et a connu une transition de l'agriculture vers l'industrie (Yusoff and al, 2000, p.1).

Le premier plan directeur industriel lancé en 1986 a été particulièrement utile pour conduire la stratégie de développement pour le secteur manufacturier, qui a accéléré la diversification de l'économie nationale grâce à la création d'une gamme plus large d'activités manufacturières dans le pays, réduisant ainsi la surconcentration sur les produits primaires. Les industries axées sur les ressources ont été le principal facteur de croissance du secteur manufacturier, notamment la fabrication de produits pétrochimiques, de produits oléo chimiques, de pétrole raffiné, de l'huile de palme, de gants en caoutchouc, de pneumatiques et de produits prophylactiques (Bank Negara Malaysia, 2013, pp. 22-23).

Selon le département des statistiques de la Malaisie (2024, p.6), les exportations les plus importantes de la Malaisie en mois de novembre 2024 sont comme suit :

- les produits électriques et électroniques qui représentent 40,3 % du total des exportations soit 51 milliards de Ringgit Malaisien (Mds RM) ;
- l'huile de palme et produits à base d'huile de palme avec 8 % des exportations totales l'équivalent de 10,1 Mds RM ;
- les produits pétroliers raffinés avec une part de 6,5 % des exportations totales l'équivalent de 8,2 Mds RM ;
- le gaz naturel liquéfié, qui représente 4,5 % des exportations totales avec 5,7 Mds de RM ;
- le bois et produits à base de bois, qui ont représenté 1,5 % des exportations totales soit 1,9 Mds RM ;
- le pétrole brut, qui représente 1,3 % du total des exportations réalisant 1,6 Mds de RM ;
- et le caoutchouc naturel, 0,3 % des exportations totales, soit 0,4 Mds de RM.

Cette diversification accrue a entraîné des profits plus élevés pour les entreprises, des hausses soutenues des salaires et des recettes fiscales plus élevées pour le gouvernement. La stratégie de diversification observée dans les industries axées sur les ressources est maintenant poursuivie par l'industrie des services à base de ressources prophylactiques (Bank Negara Malaysia, 2013, p.25). Ces derniers, sont des activités qui fournissent des services de soutien au secteur des produits de base, comme l'amélioration des activités d'exploration et de production liées au pétrole et au gaz ainsi que le transbordement et l'entreposage des produits de base.

Donc, l'entrée tardive de l'industrie du pétrole et du gaz, l'existence préalable d'un secteur privé prospère et diversifié et les interventions de l'Etat à travers sa mise en place de plans industriel et de stratégies de développement basées sur la diversification ont permis à la Malaisie de diversifier son économie et d'éviter une dépendance excessive vis-à-vis des ressources naturelles et cette diversification n'a pas seulement touché le secteur industriel mais également d'autres secteurs.

3.2. *Instauration de la nouvelle politique économique basé sur le consocialisme*

La nouvelle politique économique (NEP), a été mise en œuvre en 1971 à la suite des négociations entre les différentes communautés ethniques de la Malaisie à la suite de l'émeute raciale sanglante du 13 mai 1969. L'émeute avait comme cause l'énorme disparité de revenus entre les malais (bumiputeras) et les non-Malais. La NEP est un document économique qui sert non seulement des objectifs économiques mais aussi politiques et sociaux de la Malaisie. Cette politique avait deux objectifs. Le premier était de restructurer l'économie et la société et d'éliminer l'identification de la fonction économique avec un groupe ethnique particulier et le second d'éradiquer la pauvreté sans distinction de race (Koen et al, 2017, pp.7-8). La NEP a fixé en 1990, la nouvelle répartition des actions entre les bumiputeras, les non bumiputeras et les étrangers qui doivent être dans le rapport de 30%, 40% et 30% respectivement. Ces parts en 1970 étaient de 1,9% pour les malais, 23,5% pour les non-malais et 60,7% pour les étrangers. Au dépit de caractère interventionniste de la NEP, l'économie malaisienne a continué de rester libérale et diversifiée. Cela est mieux jugé par la performance économique de la Malaisie après 1970. La Malaisie, malgré la NEP, a continué d'attirer des investissements, de maintenir un régime commercial ouvert et de rester diversifié. L'État par ce programme doit constamment maintenir la paix sociale et politique et cela ne peut venir que d'une économie en croissance (Noh, 2013, pp.12-13).

La mise en place de la NPE peut être identifiée comme l'élément déclencheur du décollage économique malaisien. L'objectif principal de cette politique économique était donc d'éradiquer la pauvreté, indépendamment des groupes ethniques. Ceux qui sont pauvres doivent être assistés et équipés de la formation et des ressources nécessaires pour améliorer leur niveau de vie (éducation, santé,...)

3.3. *Les modifications de la NPE durant les années 80*

Durant les années 80, la nouvelle politique économique est revisitée. Le gouvernement de l'époque a modifié l'Industrial Coordination Act (loi sur la coordination industrielle de 1975), une loi obligeant les petites entreprises malaisiennes à fournir 30% des parts aux malais et les entreprises étrangères à ne pas détenir plus de 30% de parts. En vertu d'une nouvelle loi, les petites entreprises ont été relevées de cette imposition de quotas. Le gouvernement a également

introduit la loi sur la promotion de l'investissement en 1986 qui a donné d'autres incitations à l'investissement étranger en excluant les investisseurs étrangers des quotas NEP. Les entreprises étrangères étaient également dispensées de fournir 30% des actions aux malais à condition que 50 % de leur production soit exportée ou vendue à des entreprises de la nouvelle Zone de Libre Echange. Ces changements ont donné les résultats escomptés. La détente des règles de la NEP a vu la Malaisie attirer de nombreuses entreprises manufacturières qui ont continué à être le principal moteur de l'économie contribuant considérablement à l'emploi, les exportations et la production industrielle globale. Les exemptions des règles de la NEP ont attiré les industries de l'électricité et de l'électronique, des métaux, de la chimie et du pétrole. À la fin des années 1980, la Malaisie avait établi une dizaine de zones franches et la plupart des entreprises exploitées par les zones franches étaient des sociétés étrangères, principalement des sociétés japonaises et américaines (Noh, 2013, pp.14-15).

D'autres facteurs ont permis à la Malaisie de bien se lancer dans la diversification et d'éviter le mal des ressources de base ont été résumés par Gelb (2010, p.5) comme suit :

- Le maintien d'un taux d'épargne élevé et relativement stable, la principale raison de cette importance de l'épargne est qu'une institution de prévoyance pour les employés communs exigent que tous les travailleurs et leurs employeurs versent l'équivalent de 20 à 30 % de leur salaire à un fonds qui devient plus tard disponible à la retraite ou à d'autres fins désignées.

- Des investissements massifs dans l'exploitation des terres et les programmes de reboisement pour développer et moderniser la production de caoutchouc et d'huile de palme et dans les technologies et les infrastructures, et notamment dans l'énergie, les communications et les transports.

- La promotion en 1973-1974 de façon intensive des exportations basées sur des fabrications bon marché et la réduction de ses coûts, en mettant en œuvre des politiques de réduction des coûts du travail et de gestion des relations entre partenaires sociaux.

- Au milieu des années 1980, sa stratégie était tournée vers des produits plus technologiques et vers l'amélioration de ses compétences.

- La libéralisation de l'immigration de travailleurs qualifiés, ce qui a accru considérablement le nombre d'étudiants des universités technologiques, a noué des relations avec des universités australiennes et canadiennes et a lancé des programmes de développement des compétences cofinancés par la fédération des producteurs et l'université des sciences et technologies.

4. Conclusion :

Les deux cas étudiés dans ce travail à savoir la Norvège et la Malaisie, représentent des caractéristiques différentes en termes de nature de la ressource de base exploitable. La Norvège pays pétrolier qui extrait du pétrole offshore dont l'exploitation nécessite des compétences et des technologies énormes, quant à la Malaisie, elle n'est pas dépendante d'une seule ressource mais de plusieurs, tels que l'étain, le caoutchouc, l'huile de palme et même le pétrole et le gaz. Ces deux pays ont pu échapper à la malédiction de ces ressources. Les facteurs qui ont permis la réussite de l'un diffèrent de ceux qui ont permis le succès de l'autre.

En effet, la réussite de la Norvège à éviter la malédiction des ressources s'explique en grande partie par : les politiques gouvernementales qui encouragent les partenariats entre entreprises étrangères et nationales et rendent les programmes de recherche obligatoires, sa situation

économique pré-exploitation du pétrole qui était déjà diversifiée, le bon fonctionnement de ses institutions politiques et économiques caractérisées par une transparence qui a permis de limiter les conflits de recherche et de distribution de la rente pétrolière et une bonne gestion de ses réserves de change en créant un fonds souverain dont la stratégie repose sur l'adaptation des dépenses aux recettes pétrolières.

En ce qui est de la Malaisie, sa réussite s'explique par la richesse de ce pays en différents minéraux, l'entrée tardive de l'industrie du pétrole et du gaz et l'existence préalable d'un secteur privé prospère et diversifié dans les différents secteurs d'activité, les politiques gouvernementales judicieuses, l'adoption de programmes économiques dont les objectifs sont aussi d'ordre politique et social (il s'agit de restructurer l'économie et la société et d'éliminer l'identification de la fonction économique avec un groupe ethnique particulier et d'éradiquer la pauvreté sans distinction raciale). Un autre point à prendre en compte aussi est le degré d'ouverture aux investisseurs étrangers, aux compétences extérieures et aux nouveaux marchés.

Il est à rappeler ainsi au final que l'hétérogénéité des pays explique cette différence des facteurs explicatifs de la réussite. Mais ce qui est certain est qu'un bon cadre institutionnel et une transparence dans l'application des politiques sont des facteurs indispensables pour faire réussir une diversification économique et de permettre à toutes les parties de la société de tirer profit de la rente. Cette étude peut être étendue dans d'autres travaux à d'autres pays qui ont évité la malédiction des ressources à savoir les pays de Golf, l'Indonésie et bien d'autres pays pour en tirer d'autres leçons de leur succès.

L'Algérie de son côté peut bénéficier de ces deux expériences pour se diversifier et penser à l'après pétrole. Elle pourra s'inspirer du modèle norvégien en créant un fonds souverain qui servira à financer des projets prometteurs dans l'industrie ou d'autres secteurs potentiels tels que l'agriculture et faire profiter aux générations futures. En ce qui est des activités des hydrocarbures : pour plus de transparence et moins de corruption, les licences doivent être attribuées à un groupe des sociétés et non à une seule tout en exigeant le transfert de la technologie nouvelle et les projets d'intérêt public doivent être examinés et approuvés par le parlement. Une régulation des salaires des travailleurs du secteur des hydrocarbures d'une manière est-ce qu'ils soient raisonnables, sans léser les travailleurs des autres secteurs d'activité est également préconisée. Il est aussi recommandé d'encourager le secteur d'éducation et de l'enseignement supérieur afin de promouvoir la recherche et le développement, en leur fournissant les moyens nécessaires : offre de bourses aux étudiants excellents, financement et accompagnement des étudiants porteurs de projets, récompenser les détenteurs de brevets, équiper les laboratoires de tous types de matériels,...

L'Algérie, tout comme la Malaisie est un pays riche en minéraux et son climat est favorable à la culture de plusieurs produits agricoles. Une orientation des investissements (locaux ou étrangers, publics ou privés) vers ses produits permettra à moyen terme une suffisance au niveau national et une augmentation des revenus des exportations. Elle doit investir beaucoup plus dans les industries axées sur les ressources (nécessitant le pétrole brut comme matière première à titre d'exemple) au-delà de leur extraction et exportation et l'agriculture, secteurs créateurs de richesse et d'emploi et veiller à une stabilité sociale en assurant l'égalité et une meilleure répartition des richesses.

5. Liste Bibliographique :

- **Thèse :**

- OUARET Samira (2023), Evaluation de la Politique de Gestion des Réserves de Change en Algérie. Approche par la Méthode du Benchmarking, Université de Bejaia, Algérie.

- **Articles du Journal :**

- Alameen Yousif Mohammad (2016), The Norwegian Oil Experience of Economic Diversification: A Comparative Study With Gulf Oil, *European Journal of Business and Management*, Vol. 8, No. 15;
- Alsos Kristin, Nergaard Kristine and Van Den Heuvel Andreas (2019), Collective Bargaining As a Tool to Ensure a Living Wage. Experiences From the Nordic Countries, *Transfer European Review of Labour and Research*, Vol. 25 No. 3;
- Chevalier Jean Marie (2009), Les Fonds Souverains Pétroliers, *Revue d'Economie Financière*, Hors-série, Les Fonds Souverains : Numéro hors-série ;
- Frankel Jeffrey A. (2017), The Natural Resource Curse: A Survey. HKS Faculty Research Working Paper Series, No. 10-005, John F. Kennedy School of Government, Harvard University;
- Jomo Kwame Sundaram and Rock Michael (1998), Economic Diversification and Primary Commodity Processing in the Second-Tier Southeast Asian Newly Industrializing Countries, *UNCTAD Discussion Papers* No. 136;
- Koen Vincent, Asada Hidekatsu, Nixon Stewart, Rizwan Habeeb Rahuman Mohamed and Arif, A.Z Mohd (2017), Malaysia's Economic Success Story and Challenges, *OECD Economics Department Working Papers* No. 1369;
- Larsen E.Røed (2003), Are Rich Countries Immune to the Resource Curse? Evidence from, Norway's Management of Its Oil Riches, *Discussion Papers* No. 362, Statistics Norway Research Department;
- Larsen E.Røed (2004), Escaping the Ressource Curse and the Dutch Disease? When and Why Norway Caught Up With and Forged Ahead of its Neighbors, *Discussion Papers* No. 377, Statistics Norway Research Department;
- Maire Julien, Mazarei Adnan and Truman Edwin M. (2021), Sovereign Wealth Funds Are Growing More Slowly, and Governance Issues Remain, *Policy Briefs PB* No. 21-3, Peterson Institute for International Economics;
- Noh Abdillah (2013), Natural Ressources and Economic Diversification: A Case of Malaysia, University of Tun Abdul Razak, Working Paper No. 2013/02;
- OCDE (2007), Chapitre 1. Le Défi de la Norvège : Préserver Sa Réussite Economique, *Etudes Economiques de l'OCDE* No. 2 ;
- Sachs Jeffrey D. and Warner Andrew M. (1995), Natural Resource Abundance and Economic Growth , National Bureau of Economic Research, Working Paper No. 5398, Cambridge.
- Yusoff Mohammed, Abu Hasan Fauziah and Abdul Jalil Suhaila (2000), Globalisation, Economic Policy, and Equity: The Case of Malaysia, *Documentation OECD*, Paris.

- **Articles de séminaire :**

- Gelb Alan (2010), Diversification de l'Economie des Pays Riches en Ressources Naturelles, Séminaire de Haut Niveau du FMI : Ressources Naturelles, Finance et Développement, Alger, 4-5 novembre 2010, Algérie ;
- Noreng Øystein (2004), Norway : Economic Diversification and the Petroleum Industry, Norwegian School of Management, at the 10th Annual Energy Conference of The Emirates Centre for Strategic Studies and research (ECSSR), Abu Dhabi, 26-27 September, UAE.

- **Rapports de travail:**

- Bank Negara Malaysia (2013), Further Diversification of Malaysia's Resource-Based Industries, Annual Report Economic Developments IN;
- Economic Planning Unit, Prime Minister's Department (2016), The Malaysian Economy in Figures;
- Ministry of Economy, Department of Statistics Malaysia (2024), Malaysia External Trade Statistics Bulletin: November 2024;
- Norges Bank Investment Management (2023), Government Pension Fund Global Annual report 2023.

- **Sites web :**

- <https://www.norskpetroleum.no/en/production-and-exports/production-forecasts/> (Consulté le 25/06/2024) ;
- <https://www.norskpetroleum.no/en/production-and-exports/exports-of-oil-and-gas/> (Consulté le 25/06/2024) ;
- <https://www.nbim.no/en/about-us/about-the-fund/> (Consulté le 03/01/2025) ;
- <https://data.imf.org/regular.aspx?key=63087879> (Consulté le 04/01/2025) ;
- <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2024/October> (Consulté le 04/01/2025) ;
- <https://www.swfinstitute.org/profile/598cdaa50124e9fd2d05b58c> (Consulté le 06/01/2025).